

Andry Rajoelina interviewé par Laurence Françoise d'Antenne Réunion

Madagate - 03/04/13

[VIDEO INTEGRALE ICI](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Président de la Transition, Andry RAJOELINA lors l'émission « Les Grands entretiens » d'Antenne Réunion

Le Président de la Transition Andry RAJOELINA a été l'invité de la journaliste Laurence Françoise dans l'émission « Les Grands entretiens », diffusée sur Antenne Réunion, le mardi 2 Avril 2013. Il a répondu aux questions concernant notamment les réalisations de la Transition pendant ces quatre dernières années. Plusieurs thématiques ont été évoquées. Voici la transcription intégrale de l'entretien.

Laurence Françoise

LF : Bonsoir Monsieur le Président et merci de nous accueillir ici au Palais d'Etat d'Iavoloha, première intervention à la télévision réunionnaise. On a, d'abord, envie de vous entendre sur ce qui fait en ce moment, malheureusement et tristement, l'actualité, les conséquences terribles du cyclone Haruna. Plusieurs dizaines de morts et de disparus, quarante milles sinistrés. Alors, on entend beaucoup de choses, on entend parler de famine, de malgaches se nourrissent de sauterelles. Est-ce qu'on peut faire le tri entre ce qui est dit, les écrits et la réalité ?

A.R : *Tout d'abord, Bonsoir et je salue aussi les téléspectateurs réunionnais à travers Antenne Réunion et bienvenue à vous, à Madagascar. C'est le moment de parler de la réalité et de la situation à Madagascar. Vous m'avez posé une question concernant le cyclone Haruna qui a certainement détruit la ville du Sud de Madagascar. Donc, ce qui s'est passé c'est surtout de l'inondation parce qu'il y avait eu le barrage remporté par l'eau, ce qui a fait que c'était plutôt une inondation qui a endommagé des maisons, des infrastructures publiques, dont les écoles.*

LF : Et qu'est-ce qui est vrai dans ce qu'on entend, et quand on entend que les Malgaches se nourrissent de sauterelles, par exemple, quand on entend de famine qui s'aggrave ?

A.R : *Dire que les malgaches mangent des sauterelles, il faut voir, il faut venir sur le terrain pour constater de visu la réalité. Ce n'est pas la réalité. Historiquement, le Sud de Madagascar est une ville qui n'a pas du tout d'eau et vit de sécheresse. Ceci dit, ce manque d'accessibilité à l'eau potable crée beaucoup de problèmes sur la culture, sur l'agriculture en général.*

L.F : Selon certaines populations, l'Etat n'aurait pas pris ses responsabilités, en tout cas l'Etat n'aurait pas pris en mesure la gravité de la situation et on a l'impression de voir les associations plus présentes, plus actives que l'Etat. Quelle est votre réponse ?

A.R : *Il est facile de donner toujours tort à celui qui dirige un pays, partout dans le monde. Nous avons déployé les moyens nécessaires pour sauver les sinistrés, nous avons été au chevet des sinistrés pour leur venir en aide à travers l'assistance, pour la santé, nous avons mis en place plusieurs points pour porter secours, c'est-à-dire la gratuité et l'accessibilité aux soins de chaque individu. Maintenant, il y a beaucoup d'efforts qui restent encore à faire, comme la reconstruction des bâtiments publics, et surtout les écoles, mais je peux vous dire qu'aujourd'hui, la situation est maîtrisée et la vie de la population reprend à la normale actuellement.*

L.F : Peut-être un mot, d'une façon générale sur le fonctionnement des associations. Selon les associations, elles disent être handicapées dans leur façon de travailler sur le terrain, dans leur fonctionnement. Est-ce que vous avez mis à leurs dispositions tous les moyens nécessaires ?

A.R : *Il y a le Bureau National de Gestion de Risques et des Catastrophes, en abrégé le BNGRC, qui s'occupe des sinistrés, les collectes des aides et surtout l'appui pour les associations qui viennent en aide aux sinistrés. Donc, tout est en œuvre à Madagascar, tout est dans l'ordre concernant ce cas, et plus précisément dans le Sud que vous avez cité tout à l'heure.*

L.F : Certaines disent avoir entendu trois ans pour avoir un accord de siège.

A.R : *C'est vrai que dans l'administration malgache il y a beaucoup de lenteur mais c'est pour cette raison que nous sommes là pour un changement, pour faire avancer les choses. Il y a beaucoup de défis qui restent à faire pour développer notre pays.*

L.F : Autre thématique d'actualité, Monsieur le Président. C'est le trafic de bois de rose. Point noir de ces dernières années, un trafic qui a explosé et qu'on associe clairement à votre Transition. Les autorités parlent d'un trafic qui s'est nettement intensifié depuis 2009. Est-ce que vous le voyez comme un échec, finalement ?

A.R : *Pas du tout. Quand vous parlez de trafic, partout dans le monde il y a des trafics mais c'est seulement la forme qui change. C'est le devoir de chaque dirigeant d'éradiquer toutes sortes de trafic dans leur pays. Il y a des pays où il y a des trafics de cocaïnes, il y a des pays où il y a trafic d'hommes ou d'enfants. A Madagascar, en ce qui concerne le trafic de bois de rose, c'est vrai que cela fait partie de notre richesse naturelle. Il est à noter qu'il y a toujours des gens de la filière qui essaient d'exporter illicitement ces bois sans l'autorisation de l'Etat. C'est un réseau qui est là depuis maintenant plus de 15 ans parce qu'il faut le rappeler que les exportations ont démarré vers les années 2000.*

L.F : Depuis quatre ans, qu'est-ce que vous avez fait concrètement sur ce trafic de bois de rose ?

A.R : *Premièrement, ce que nous avons fait c'est d'interdire l'exportation, c'est une chose. Deuxième chose, il faut regarder le côté positif des choses, chaque jour, les forces de l'ordre essaient de faire de leur mieux pour stopper ce genre de trafic. Il est à noter que Madagascar est une Grande Ile où des bateaux chinois peuvent l'accoster dans n'importe quelle Région. C'est à ce propos qu'il faut sécuriser le territoire national malgache. Ce que nous avons fait, c'est qu'il faut venir sur place pour constater. Aujourd'hui, les bois saisis qui se pèsent par des centaines de tonnes, pour ne pas dire par des milliers. L'effort a été constaté comme quoi, on a pu stopper en grande partie ce genre de trafic.*

L.F : C'est vrai qu'il y a la volonté et vous êtes en train de dire, en fait, que ce Décret de 2010 est appliqué et bien appliqué ? C'est ce que vous dites, n'est-ce pas ?

A.R : *C'est appliqué.*

L.F : Et quand votre Ministre de la Justice préconise une « tolérance zéro ». Est-ce que c'est aussi le cas, par exemple, pour la Chine qui est la destination évoquée clairement dans ce dossier et qui est un partenaire économique important pour Madagascar. C'est-à-dire qu'il y a des sanctions ?

A.R : *Aujourd'hui, il est à noter que plusieurs trafiquants et des hommes de la filière sont en prison. Rien que la semaine dernière, les forces de l'ordre ont pu stopper ce genre de pratique, et nous, nous sommes là pour combattre ce genre de trafic. Vous avez parlé de la Ministre de la Justice, et moi-même qui avons dit qu'il y a « tolérance zéro » sur ce genre de trafic et je peux vous dire que nous travaillons jour et nuit pour éradiquer ce fléau.*

L.F : Mais concrètement, est-ce qu'il y a des mises en garde ou des sanctions contre la Chine ?

A.R : *Avec la Chine, il y avait eu un accord signé entre la Douane malgache et la Chine pour coopérer avec la Douane, chaque fois qu'il y a des cargaisons ou des containers qui arrivent en Chine.*

L.F : Comment est-ce que vous voyez ce dossier, quand plusieurs membres de votre entourage proche sont cités dans cette affaire. Vous en faites un dossier politique ou un dossier personnel, Monsieur le Président ?

A.R : Aujourd'hui, surtout à Madagascar, il y a une grande différence entre la réalité et ce qu'on vit. Il faut donc faire attention parce qu'on peut citer n'importe qui mais ce n'est pas la réalité.

L.F : Vous avez fait la promesse de soins gratuits et là nous allons parler d'un autre point noir, c'est la santé. Vous avez fait plusieurs constructions d'hôpitaux. Cette promesse de soins gratuits, où est-ce qu'on en est depuis ces quatre dernières années ?

A.R : Tout d'abord, cela fait partie de notre défi. L'accès de la population aux centres de santé et nous avons réussi ce défi parce qu'il faut noter que les hôpitaux à Madagascar ont été construits vers les années 1905 et d'autres avant même les indépendances, vers 1950. Aujourd'hui, nous avons construits neuf hôpitaux aux normes internationales dans les grandes villes de Madagascar. Vers les années 70, les réunionnais et mauriciens venaient à Madagascar pour se soigner. Aujourd'hui, c'est le contraire. Nous envoyons beaucoup de nos compatriotes pour se soigner à La Réunion, par exemple. Chaque semaine et chaque mois, ils sont par dizaine, par vingtaine ou par centaine même au cours des 3 derniers trimestres. Aujourd'hui, nous avons pu relever le défi c'est-à-dire moderniser la santé à Madagascar pour qu'on n'envoie plus les malades ailleurs. C'est un bilan très positif qui fait partie de notre défi.

L.F : Il y a des constructions, il y a des bâtiments mais que valent ces bâtiments sans l'offre de soins qui va avec ? Et là, j'en reviens à la gratuité des soins, promise il y a quelques années.

A.R : Il faut que vous sachiez que nous avons quand même des hommes et des femmes à la tête de ces hôpitaux. Donc, aujourd'hui, la gratuité n'est pas encore effective parce que ce qui est important pour le moment c'est d'abord de moderniser les soins. Les gens à Diégo par exemple, au lieu de faire 1000 km pour venir dans la Capitale pour faire un scanner, aujourd'hui, ils peuvent le faire à Diégo. Cela réduit donc les charges et dépenses de chaque famille. Concernant la gratuité, je disais toujours qu'il est possible de créer des richesses à travers nos propres richesses. C'est important de dire que nous avons pu construire des infrastructures sans l'aide de la Communauté Internationale mais avec les taxes que nous avons pu percevoir à travers l'extraction de nos ressources naturelles. Maintenant, quand ces sociétés vont produire, ils vont payer encore plus de taxes afin que nous puissions injecter ces fonds dans la santé, c'est-à-dire, à ce moment là, la gratuité de la santé sera effective à Madagascar.

L.F : Donc, c'est un défi réussi pour vous-même s'il faut encore acheter du coton, se présenter à l'hôpital en ayant acheté les pansements. Alors, pour vous, c'est quelque chose de réussie, de positive ?

A.R : Il est important pour un homme politique, pour un dirigeant d'un pays de bâtir et de construire quelques chose qu'on va laisser aux générations futures. Si on n'a pas commencé, qui le fera ? Aujourd'hui, je peux vous dire que la construction de ces hôpitaux est une fierté de chaque population de chaque ville où nous y avons implanté les hôpitaux. Beaucoup de défis restent à faire, mais on ne peut pas, du jour au lendemain, changer Madagascar. Mais moi, je suis confiant que nous pouvons développer ce pays et que Madagascar pourra être un modèle et la vitrine de l'Océan Indien et de l'Afrique si nous avons la volonté. Et nous avons la foi pour le faire.

L.F : On a bien compris que c'est un défi qui reste à venir Monsieur le Président. Les spécialistes parlent d'une crise qui s'est accentuée depuis 2009 et tout le monde s'interroge finalement depuis les aides internationales. Comment se débrouille Madagascar concrètement depuis 2009, précisément ?

A.R : Nous avons eu la félicitation de la Banque Mondiale concernant la gestion financière de la Transition. Il est important de le souligner parce qu'aujourd'hui, Madagascar est le pays le moins endetté dans le monde par rapport à des grandes puissances internationales qui s'endettent à 17% de leur PIB. Nous, nous sommes à 5% de notre PIB. Tout cela, c'est la bonne gouvernance, la façon de bien gérer les fonds publics, les recettes et taxes fiscaux.

L.F : Et ça, tout le monde le reconnaît que c'est une promesse. Ce pouvoir de se débrouiller sans ses aides internationales, et comment est-ce que vous avez fait concrètement, quels financements, l'argent provient d'où pour toutes ces constructions, vous avez évoqué les taxes tout à l'heure.

A.R : Il est important de souligner qu'un dirigeant doit être visionnaire. Nous avons réduit plusieurs postes de dépenses pendant la Transition : on n'a pas acheté de nouvelles voitures pour les ministères, nous avons réduit plusieurs investissements, nous avons concentré nos

investissements sur ce qui est essentiel et important pour le développement de Madagascar. A.R Par rapport à cela, la transparence de la gouvernance est aussi importante. Nous avons fait rentrer des taxes et nous l'avons déclaré à la population comme quoi nous avons eu 100 millions de dollars d'une société chinoise qui exploite nos richesses et nous l'avons dit comment nous les avons utilisé.

L.F : Vous parlez de Wisco ? C'est ça ? Le groupe minier, clairement ?

A.R : De Wisco, le groupe minier.

L.F : Le contrat a été signé pour ce groupe alors que vous-même, aviez déclaré il y a quelques années qu'aucun contrat minier ne devrait être signé pendant cette Transition.

A.R : Là, vous n'avez pas raison parce qu'il faut voir l'histoire de Madagascar avant la Transition. Avec la Société Wisco, il y avait eu un appel d'offres lancé avant la Transition. Seulement, la transparence n'était pas de mise. Nous sommes arrivés, et nous avons élaboré le contrat en toute transparence devant la population et les dirigeants. Et voilà, c'est pour cette raison que nous avons pu bâtir, construire et relever le défi par rapport à l'attente et à l'aspiration populaire.

L.F :Toujours est-il, Monsieur le Président, que les opérateurs locaux comme investisseurs étrangers parlent en ce qui concerne de Madagascar comme d'une destination à risque. En ce qui concerne le monde des affaires, on parle même d'un climat du monde le plus détestable pour les affaires. Est-ce que 2009 n'a pas eu des conséquences sur cette vision de choses.

A.R : Je suis conscient et je le réitère que Madagascar doit être la vitrine de l'Océan Indien. Je le redis toujours que même en crise, nous avons pu toujours démontrer qu'il est possible de développer notre pays mais il y a des efforts à faire pour la venue des investisseurs, il y a plusieurs règles à mettre en place pour encourager les investisseurs à venir investir à Madagascar. Par exemple j'ai lancé des programmes sur le tourisme à Madagascar tels que les établissements touristiques, l'accessibilité au terrain était difficile jusqu'ici. Et c'est pour cette raison que les investisseurs partent à Maurice, un peu partout dans le monde où il y a la garantie et surtout il y a une facilitation d'installation de ces sociétés. On voudrait faire par exemple de Nosy Be une destination phare de l'Océan Indien. Nous avons des kilomètre de plages, du soleil, le climat, toute l'année, c'est propice justement pour développer. C'est par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure, nous avons pu faire beaucoup de choses pendant la Transition mais ce que nous n'avons pas pu faire c'est la création d'emploi et l'arrivée des investisseurs. Mais moi je suis confiant. Chaque chose à son temps. Je suis convaincu qu'après les élections présidentielles, nous pouvons démarrer plusieurs défis.

L.F : Il y a quand même un paradoxe à Madagascar. Vous parlez de construction, vous dites être confiant dans l'avenir. Des hôpitaux aux normes etc. et pourtant ce que le regard occidental voit c'est cette extrême pauvreté. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

A.R : Madagascar n'avait pas un plan définitif, clair et exacte par rapport aux investisseurs internationaux et surtout pour le peuple malgache. Vous savez, la pauvreté à Madagascar ne date pas d'aujourd'hui. Il faut connaître l'histoire que les gens sont chômeurs de père en fils, leurs grands-pères étaient chômeurs, leurs pères étaient chômeurs, et maintenant ils sont chômeurs, ils habitent encore chez leurs parents. C'est pour cette raison que le peuple s'est levé parce qu'il faut changer tout cela. Je pense que ce que nous devons faire, et c'est ce que nous sommes en train de faire actuellement, c'est de tracer le chemin que nous allons instaurer à Madagascar. Aujourd'hui, on ne sait pas si Madagascar devrait être producteur ou Madagascar devrait commercialiser ce que les autres produisent. Par exemple la chine qui est devenu la deuxième puissance mondiale, ils ont atteint des compétences, ils ont transformé tout ce que les pays du monde entier ont besoin. Leur ligne était très claire. En ce qui nous concerne, je vous dis en deux mots : premièrement, Madagascar doit être le grenier en ce qui concerne le riz, dans l'Océan Indien et c'était possible et c'était le cas vers les années 70 par exemple. Ça c'est une chose. Madagascar doit inciter les investisseurs dans les établissements touristiques à venir s'installer à Madagascar. Il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire à Madagascar. Nous avons des jeunes qui veulent aller de l'avant et travailler. Nous avons notre terre qui est très vaste pour développer notre pays et nous avons beaucoup de richesses.

L.F : Beaucoup de richesses, excusez-moi, mais 800 000 enfants déscolarisés. L'économie n'est pas que des bâtiments Monsieur le Président, mais c'est aussi cette génération future qui arrive. A quoi vont servir ces bâtiments si rien n'est fait pour la formation. Ces jeunes qui sont déscolarisés sont les travailleurs de demain ?

A.R : Par rapport aux jeunes, vous savez, c'est le chômage. Il n'y a pas eu de création d'emplois ces vingt dernières années à Madagascar. Il faut créer quand je vous parle d'agriculture tout à l'heure. Avec l'agriculture, nous pouvons créer 100 000 à 200 000 emplois en moins de deux ans. C'est ce qu'il faut faire. Il y a justement des produits d'appel sur zones franches à Madagascar. Notre main d'œuvre est moins chère. Les gens ne cherchent pas beaucoup. Vous savez, à Madagascar, pour seulement 100 euro par personne, par mois, c'est que la population cherche pour pouvoir se nourrir et travailler. Donc, aujourd'hui, pourquoi il y a une partie de la population, surtout le paysans, pourquoi ils ne peuvent pas scolariser leurs enfants ? Parce qu'ils ne mangent que deux fois par jour. Et s'ils envoient leurs enfants à l'école ils auront du mal à se concentrer.

L.F : Mais qu'est ce que vous avez fait pour l'éducation pour favoriser l'accès à la formation ?

A.R : Premièrement, ce qui est important, nous avons fait pas mal d'efforts. Il faut aussi reconnaître que durant ces trois dernières années de transition, il y avait eu des réclamations, des revendications d'indemnité. Il y a eu beaucoup de choses que nous avons honorées telles que les revendications des enseignants. Maintenant ce qui est important et ce qui reste à faire, c'est cette scolarisation des enfants, que nous n'avons pas pu faire depuis. Il faut créer les cantines scolaires pour que les jeunes puissent aller à l'école, manger et travailler toute la journée. Ce sont des choses qu'il faudrait mettre en place. Et moi je suis conscient qu'il faut changer de mentalité, il faut avoir une nouvelle vision, il faut changer la façon de faire de la politique pour rétablir tout cela.

L.F : Une préoccupation majeure, Monsieur le Président, autant pour les touristes que pour les locaux, c'est l'insécurité. Vous avez promis le renforcement des moyens humains, vous avez promis des sanctions. Où en est-on aujourd'hui sur cette problématique ?

A.R : Je peux vous dire que nous avons pu stopper le fléau de l'insécurité à Madagascar. L'insécurité règne parce que les gens sont au chômage, ils n'ont pas de travail. Il y a des militaires qui sont engagés et qui ne sont plus rengagés. Ils vont dans la nature et que font ces gens là ? Ils sont devenus de bandits par la suite. Il y a eu également le fléau des « dahalo » qui opéraient par centaine, voire deux cent ces dernier temps. Aujourd'hui, nous avons pu justement rétablir l'ordre et la sécurité dans les points rouges de Madagascar.

L.F : Cela reste quand même un fléau. Est-ce que ça vous inquiète quand-même de savoir par exemple qu'on peut louer des fusils d'assaut à des policiers et des militaires, pour 500 000 fmg (on ose même pas faire la conversion en euro). Est-ce que cela est inquiétant Monsieur le Président ?

A.R : Il y a des efforts qu'il faut mettre en place. J'ose vous dire que les responsables au sein des Forces armées travaillent jour et nuit pour rétablir l'ordre et la sécurité à Madagascar.

L.F : On vous a entendu sur plusieurs thématiques : sur la santé, sur la sécurité, sur les trafics, sur les promesses faites ces quatre dernières années, mais pas sur le tourisme sexuel. Est-ce que vous avez envie concrètement, étant donné que plusieurs gouvernement successifs n'ont pas réussi à le faire, à faire en sorte qu'on parle de Madagascar autrement que par le tourisme sexuel ?

A.R : Nous sommes dans une période de Transition. Il faut le dire que dans une Transition, et c'est important, il faut qu'on respecte le choix. Il faut que le choix du peuple ne soit pas détourné. Ce n'était pas le cas depuis des années. Seulement maintenant que nous allons organiser des élections libres et transparentes à Madagascar. Cela fait partie de notre défi. Cela fait partie justement de ce que les politiciens ont réclamé. Donc, la priorité pour nous, pour les politiciens, c'est de mettre en place des règles du jeu précises et claires. Moi, personnellement, j'ai envie qu'on parle de Madagascar autrement, comme vous l'avez dit, c'est-à-dire, le développement, vitrine de l'Océan Indien, modèle en Afrique. Et c'est pour cette raison que nous avons pris plusieurs engagements pour que ce soit vraiment effectif.

L.F : C'est-à-dire ?

A.R : Je voudrais bien vous dire qu'il n'y a pas uniquement que des problèmes en Afrique. Il y a aussi des solutions. Par exemple, là, nous avons fait un grand pas pour le changement, raison pour laquelle j'ai dit que je ne vais pas me présenter aux prochaines élections présidentielles.

L.F : Mais pour en revenir au tourisme sexuel, qu'est-ce qui a été fait concrètement depuis quatre ans ? La Transition n'empêche pas l'action Monsieur le Président. On sait que c'est puni. Concrètement, depuis 2008, combien de touristes ont été sanctionnés ?

A.R : Je ne sais pas si vous avez les statistiques. Mais il y a eu des touristes sexuels arrêtés. Si vous allez dans les établissements hôteliers, il y a des affiches et des sensibilisations faites par les ONG comme campagne préventive.

L.F : Et les sanctions ?

A.R : Il y a eu des sanctions. Peut-être que vous ne le savez pas mais il y a eu des interventions, des rapatriements, des extraditions des touristes européens qui demandent justement à être rapatriés chez eux. Mais il ne faut pas voir les choses du côté négatif, juste les points noirs. Les problèmes, je suis conscient qu'il y en a. Mais les efforts aussi.

L.F : L'espoir pour les 22 Millions de Malgaches cette année, c'est cette élection présidentielle de 2013. Pourquoi ne pas se présenter ?

A.R : Il est important tout d'abord pour moi de préserver la paix et la stabilité à Madagascar. Il y a quelque chose qui est plus grand que le pouvoir. C'est la Nation, le Pays et le Peuple. Je voulais éviter la guerre civile à Madagascar. Je remercie le Seigneur car nous avons pu éviter les affrontements et la guerre civile pendant ces trois dernières années. Je ne veux pas que Madagascar soit comme la Côte d'Ivoire qui a dépensé plus de 300 Millions de dollars pour organiser des élections chez eux. Mais le résultat : il y en avait eu 3 000 morts. Et c'est pour cette raison que je disais toujours que tant qu'un homme veut rester éternellement au pouvoir, il y aura toujours des morts. Et je réitère encore qu'il n'y a pas que des problèmes en Afrique mais il y a aussi des solutions. Aujourd'hui, je me présente comme solution pour Madagascar. C'est un modèle, un exemple pour le monde entier et non seulement pour Madagascar. Je serais aussi une solution pour Madagascar demain.

L.F : Selon certains observateurs, c'est une stratégie pour être candidat par procuration cette année. Qu'est ce que vous dites là-dessus Monsieur le Président ?

A.R : Madagascar a besoin d'un homme patriote, prêt à tout pour développer son pays. Et je pense que cette décision, c'était pour justement préserver la paix et il faut vraiment se concentrer sur la refondation de notre pays. C'est ce que le Peuple attend des politiciens aujourd'hui. Les dirigeants passent, mais les actions restent. Et Cela est vraiment exemplaire. Vous dites par procuration : Ecoutez, le Peuple a le droit de choisir. Et nous allons voir sur qui le choix se portera pour le prochain président.

L.F : Justement, est-ce que votre parti, le TGV, pense à un candidat s'il ne s'agit pas d'une candidature par procuration ?

A.R : En tant que parti politique, il est de notre devoir de présenter des candidats dans chaque élection.

L.F : Est-ce qu'il y en aura un cette année, en ce qui vous concerne ?

A.R : En ce qui concerne les élections, il est inscrit dans la feuille de route que la CENIT et les Nations Unies qui déterminent la date des élections. Je pense qu'aujourd'hui, il faut leur demander mais ils s'attèlent justement pour la tenue de ces élections. Et moi, personnellement, j'y crois. Et si on se réfère à l'aspiration et à l'attente de la population malgache, je pense que les élections doivent se tenir cette année à la date prévue.

L.F : Vous n'avez pas répondu sur les candidats du parti TGV.

A.R : Notre parti va présenter des candidats pour les élections qui vont se succéder à Madagascar, les présidentielles, les députés, les maires et les autres élections qui vont se tenir.

L.F : Pourquoi 2018 ? C'est ce que vous avez annoncé ces derniers mois ?

A.R : Je voudrais écrire et mettre en place un engagement, un programme de développement sur Madagascar pour 20 ans. Il faut du temps pour mettre en œuvre et mettre en place tout cela. Je voudrais revenir en force, avec un engagement entre l'homme qui dirigera le pays et son Peuple

L.F : C'est partir pour mieux revenir d'une certaine façon? Qu'est-ce qui va changer la donne concrètement en 2018, après 4 ans d'impasse politique pour vous ?

A.R : Je vous l'aviez dit que Madagascar a besoin d'un programme. J'ai envie de partager ma vision par rapport au Peuple malgache. J'ai envie de mettre en place une sorte de convention, un engagement à travers l'homme, c'est-à-dire moi quand je vais revenir, et son Peuple.

L.F : Choses que vous n'avez pas eues le temps de le faire pendant ces quatre dernières années ?

A.R : Je n'ai pas pu le faire. Vous savez, il y a des études dont la mise en place prendra plusieurs années et avec tous les experts nationaux et internationaux pour les mettre en œuvre. Je peux vous dire que le problème à Madagascar c'est que la plupart des candidats n'ont pas des programmes clair pour diriger le pays. C'est ce qu'il faut changer.

L.F : Et vous ? Vous avez un programme clair, en tout cas, vous projetez sur ces prochaines années avec un programme clair ?

A.R : Exactement.

L.F : Vous sortez d'une présidence contestée tout de même, est-ce qu'en regardant dans le rétroviseur, vous avez des regrets Monsieur le Président ?

A.R : Je suis conscient de la confiance que bon nombre de citoyens ont placée en moi. La confiance du Peuple se mérite et ne s'achète pas. Je peux vous dire que si j'ai pu diriger la Transition pendant 4 ans, c'est qu'il y avait eu de la confiance de chaque citoyen, du Peuple malgache.

L.F : Est-ce qu'il n'y avait pas eu quelques erreurs de votre part ? Pourquoi par exemple avoir refusé, reporté plusieurs fois les élections ?

A.R : Si cela ne tenait qu'à moi. J'ai réclamé à plusieurs reprises l'organisation des élections depuis 2009. Mais c'est la Communauté Internationale qui n'a pas accepté et qui a mis plusieurs conditions. Vous le savez autant que moi qu'aujourd'hui, à travers la signature de la Feuille de route laquelle nous a obligé de gérer, de gouverner avec les oppositions, une loi qui permettrait d'organiser les élections. Cela fait partie des conditions. Donc la tenue des élections ne tenait pas qu'à moi seul. Si ça ne tenait qu'à moi, peut-être qu'il y a deux ans de cela que nous avons organisé des élections.

L.F : Est-ce que le fait que votre arrivée au pouvoir en 2009 soit associée à un coup d'Etat, à un renversement. Est-ce que cela a pu vous desservir pendant ces quatre dernières années ?

A.R : Non. Il ne faut pas confondre entre coup d'Etat, prise de pouvoir et aspiration populaire. Dans notre Constitution, il est inscrit que le pouvoir appartient au Peuple, c'est le peuple qui s'est soulevé à Madagascar. C'est le Peuple qui a demandé un changement. Et ce changement a été validé par la Haute Cour Constitutionnelle malgache. Il faut le rappeler que l'ancien Président a démissionné et a transféré le pouvoir aux militaires et ce sont les militaires qui m'ont retransmis le pouvoir par la suite. Donc maintenant ce qui est important pour nous c'est de faire une sorte de rupture sur les pratiques politiques et surtout sur la façon d'organiser les élections.

L.F : Et des élections dont vous allez affronter en 2018.

A.R : Exactement.

L.F : Merci Monsieur le Président.

A.R : *Merci.*

Antananarivo, le 03 Avril 2013

Le Chargé de la Communication

auprès de la Présidence de la Transition

Source : <http://www.madagate.com/editorial/interview/3155-le-president-andry-rajoelina-interviewe-par-laurence-francoise.html>